

Aubin, Paul. *Les communautés religieuses et l'édition du manuel scolaire au Québec, 1765-1964*. [Sherbrooke]: Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec, 2001. 131p. (Cahiers du GRÉLQ, n° 8)

Dans le rapport de la Commission d'enquête sur le commerce du livre, dit Rapport Bouchard, publié en janvier 1964, les commissaires dénonçaient «*les méthodes commerciales du type monopolistique*» (pages 103-104 du Rapport Bouchard) que les communautés religieuses éditrices de manuels scolaires avaient supposément utilisées depuis des décennies. On comprend que ce rapport ait fortement ébranlé les communautés impliquées dans cette activité et qu'il ait mis, à toutes fins utiles, un frein à ces publications présentées par la Commission sous une coloration pédagogico-économique.

C'est la réalisation et la publication des manuels scolaires que Paul Aubin étudie dans cet essai ainsi que la production de ces outils pédagogiques, leur mise en marché et leur commercialisation. Depuis la publication du premier manuel par les religieuses Ursulines de Québec, en 1777, jusqu'à la publication du Rapport Bouchard, soit durant près de deux siècles, les communautés religieuses qui exerçaient leur activité pédagogique au Québec avaient publié 4046 manuels et réalisé plus de 5000 réimpressions. Même si la plupart de ces communautés ont été fondées pour des fins purement pédagogiques, une si abondante production et une si généreuse diffusion permettent à l'auteur de s'interroger avec raison: «*Entreprise commerciale tout autant que pédagogique et idéologique, le manuel scolaire congréganiste offre-t-il des messages différents des livres rédigés par des éditeurs laïques? Le manuel scolaire des communautés religieuses est-il plus religieux que celui des laïcs?*» (page 82).

Même s'il ne répond pas clairement à ces questions, l'auteur de cet essai, spécialiste de l'histoire des manuels scolaires produits et utilisés au Québec, fournit au lecteur des informations qui lui permettent de se faire une opinion bien argumentée. Il analyse le processus de préparation des manuels, d'abord à l'intérieur de la communauté religieuse dans laquelle chaque responsable a décidé d'exercer son activité. Le lecteur, étranger à la vie des congrégations, découvre un monde fort soumis, où

l'activité éditoriale ne correspond pas toujours à la compétence, mais souvent à l'obéissance. «*Professeurs de carrière, ces rédacteurs ne sont pas nécessairement des spécialistes dans toutes les disciplines pour lesquelles ils rédigent des manuels scolaires*» (pages 13-14).

La présentation par l'auteur des relations entre les communautés et «*les instances contrôlant l'approbation ou l'utilisation des manuels scolaires*» (page 23) est un autre aspect de cette étude qui est fort intéressant. Il est sans doute utile de rappeler que, pendant des décennies, les manuels scolaires de toutes les disciplines enseignées dans les écoles du Québec devaient, avant leur utilisation, être approuvés par le Comité catholique de l'Instruction publique, composé pour moitié par les évêques du Québec. La description que l'auteur en fait est fort instructive: elle raconte une période de notre histoire au cours de laquelle le folklore voisine avec le magouillage. L'exemple type réside sans doute dans la querelle qui se déroule autour de «*l'uniformité des livres*», soit à l'intérieur d'une commission scolaire, soit même à l'intérieur d'une école. On a beau se gargariser des refrains du désintéressement. C'est cependant facile de discerner dans ces discussions certains arguments frôlant les questions de rentabilité.

Le chapitre suivant est vraiment éclairant sur ce que l'auteur appelle les «*pratiques éditoriales*». Il décrit la marche progressive des communautés vers le statut d'éditeur: «*elles rédigent des textes pour lesquels elles s'associent à des éditeurs avant de s'émanciper jusqu'à l'impression dans beaucoup de cas*» (page 37). Sans oublier, dans certaines circonstances, jusqu'à leur mise en marché, grâce à l'ouverture d'une librairie nettement commerciale comme celle des Frères des Écoles chrétiennes sur l'ancienne rue Côté à Montréal. Cette intégration verticale des activités éditoriales de la communauté permettait certainement de réduire les coûts de production et de commercialisation, grâce à une main-d'œuvre peu coûteuse et à des exemptions de taxes souvent substantielles consenties par les gouvernements et les municipalités aux communautés religieuses. On le voit, dans l'élaboration de ces «*pratiques éditoriales*», «*les considérations mercantiles ne sont pas étrangères à l'argumentaire pédagogique*» (page 43).

C'est que le marché qui est visé est quantitativement fort important: en 1918, les Frères de l'Instruction chrétienne évaluent le seul marché de Montréal à «*cent mille élèves*» (page 56). Si bien qu'une concurrence souvent de bon aloi prévaut entre les communautés. Il faut pourtant noter qu'il arrive qu'elles pratiquent une fructueuse collaboration ou «*une division du travail*», «*un résultat de la spécialisation dans l'enseignement*» (page 59).

Si les communautés sont en concurrence entre elles, elles ne peuvent qu'être en conflit avec les éditeurs laïques. Ainsi, l'arrivée dans le paysage des manuels scolaires du Centre de psychologie et de pédagogie, pour ne prendre que cet exemple, au début des années 1940, devient une source de confrontation et, en même temps, incite les communautés religieuses à reconnaître la nécessité de collaborer entre elles et même avec certaines maisons d'édition d'origine laïque. Si le droit canonique n'interdit pas aux communautés religieuses la réalisation et la commercialisation de leurs manuels scolaires, les avantages économiques dont elles disposent rendent aléatoire toute concurrence avec des organismes similaires laïques.

Paul Aubin analyse avec beaucoup de détails et une discrète lucidité les difficiles dédales des activités de ces communautés religieuses. Car la rédaction d'un manuel scolaire est une activité à caractère pédagogique, mais sa réalisation, sa fabrication, son impression et surtout sa commercialisation constituent des activités à caractère économique. L'auteur rappelle avec raison qu'«*on ne saurait nier l'importance du facteur financier dans les motivations incitant les communautés à investir le champ de l'édition du livre d'école*» (page 79). Ce «*facteur*» ne contredit pas le fait que pour les communautés — et elles n'hésitent pas à le proclamer — cette activité leur assure une visibilité accrue et favorise le recrutement d'une relève toujours nécessaire.

Il est regrettable que l'auteur ait décidé de désigner certaines communautés par des initiales qui sont rarement ou jamais utilisées aussi bien par leurs membres que par le public en général ou par les bibliothécaires chargés de l'identification des auteurs. Notre regretté confrère, Michel Thériault, a publié à la Bibliothèque nationale du Canada, en 1980, un ouvrage qui, depuis, fait autorité: *Les Instituts de vie consacrée au Canada depuis les*